Journal réalisé en partenariat avec Syfia international

# proximité Journal 1 000 FC

Bimensuel 31 mars 2012

L'ENSEIGNEMENT EN QUESTION A Kisangani comme dans l'arrière province, l'enseignement a encore du chemin à faire pour sortir de l'ornière où il s'enfonce depuis des années.

Pourtant des initiatives voient le jour

pour tenter d'inverser la tendance et

d'offrir aux enfants une formation

digne de ce nom. Si certaines écoles sont délabrées voire presqu'en ruine,

d'autres sont sorties de terre grâce

aux efforts des parents et des élèves

pour répondre accueillir des élèves

Dans la plupart des écoles, la sous

qualification des enseignants est un

toujours plus nombreux.

# L'Athénée de Kisangani, une école de référence en ruine

Construit en 1958, l'Athénée de Kisangani, une école publique renommée n'est plus que l'ombre d'elle-même. Les bâtiments sont délabrés, la qualité de l'enseignement a chuté.



problème majeur qui ne permet plus de garantir la qualité de l'enseignement. Le niveau des élèves s'en ressent. Ces derniers, faute de cellules d'orientation dans les écoles, ne savent pas quelle option choisir et pasnitué au centre ville, l'Athénée Cependant des efforts encourageants du gouvernement provincial, des or-

ganisations nationales et internationales ont permis la construction et la réhabilitation de certains établissements, de premiers pays dans la réforme de l'enseignement et de l'administration scolaire ainsi que la formation des inspecteurs.

Votre Journal, en fait un état des lieux en lui consacrant l'essentiel de sa 56ème

sent souvent de l'une à l'autre.

édition.

Trésor Boyongo

### A LIRE EN PAGE...

- Les écoles manquent d'enseignants qualifiés
- De plus en plus d'écoles maternelles mais sans formation adéquate
- EPSP: Un recrutement d'inspecteurs au mois d'avril
  - La culture traditionnelle se perd

- -LA VILLE EN BREF
- -les autodidactes de plus en plus nombreux aux examens d'Etat
- Eugénie Ngeleme, sourde-muette, directrice de l'école des sourds
  - Musenge Henri Josué, un militaire enseignant d'anglais
- Des élèves luttent contre la tricherie dans les salles
  - De nombreux échecs scolaires faute d'une bonne orientation des élèves
- ECHOS DE PROVINCE
- Kukosa kuongozwa vizuri wanafunzi wamekuwa wakikosa nusu - Biteyelo bizangi balakisi basengeli

de Kisangani se dégrade peu a peu sous les yeux de tout le monde. Pourtant cette école de l'Etat a une grande renommée liée à la beauté de sa construction datant de l'époque coloniale et à la réputation des élèves (grands responsables du pays ou de la colonie comme Louis Michel) qui y sont passés. Aujourd'hui les murs sont sales et gribouillés, les fenêtres sans vitre, les élèves errent dans la cour comme s'il n'y avait aucune discipline. Appelé "domaine royal" ou Athénée royale en 1958, date de sa création, elle n'est plus que l'ombre d'elle-même. Construits à deux étages, les deux bâtiments de 33 salles hébergent actuellement plus de 1500 élèves contre 3500 au début. Certaines salles manquent de portes et fenêtres.

Vers les années 1990, cette école a été scindée en trois (L'institut 2 de Kisangani, l'Institut technique commercial, Institut scientifique). En 2011, une école privée est autorisée par les autorités de l'enseignement à fonctionner. Ces quatre écoles utilisent les mêmes bâtiments et salles avant et après midi. Chaque école a son préfet et sa direction et un personnel qui ne dépend que d'elle.

des bancs... et de gérer le mouvement des élèves. Chaque direction fonctionnant avec ses règles. Le patrimoine manque ainsi un vrai responsable

Au rez-de-chaussée, les installations sanitaires sont bouchées, sales et dégagent une odeur repoussante. Certaines pièces sans vitres sont abandonnées. D'autres utilisées pour les séances d'entraînement des arts martiaux. Une partie des tôles manquent et le toit suinte. Au deuxième bâtiment s'observe un grand trou baillant dans la toiture, causé par une bombe. Selon Emery Boyemba préfet de la section scientifique, "ce sont les guerres, les manifestations de colère des élèves, les vols et les pillages qui ont détruit ce complexe."L'entretien également fait défaut. Seules les pièces réservées aux enseignants sont propres. La bibliothèque n'est plus opérationnelle faute de livres. Sa grande salle réhabilitée par le Royaume de Belgique en 2005 sert plutôt de salle de réunions. "L'image actuelle de l'Athénée de Kisangani est sombre. Elle ne reflète plus son rang d'école miroir de la ville et de la province", a fustigé un cadre de l'Enseignement primaire et secondaire (EPSP) au Difficile d'assurer la protection cours d'une émission à la Radio

télévision nationale congolaise. Il invitait les responsables de trois écoles qui fonctionnent dans ces locaux à y passer une couche de peinture. "Que l'Etat remplace les tôles, les portes et mettent une couche de peinture", demande aussi Willy Boseo, représentant des élèves.

#### Formation au rabais

Le laboratoire de biologie-chimie est à moitié fonctionnel. "Des élèves des autres établissements scolaires se servent encore de ce labo pour la préparation des solutions chimiques pendant les épreuves pratiques", explique le laborantin.

Faute d'électricité, certains appareils et matériels didactiques sont hors usage. Les cours commencent à 7 heures 20. Mais, certains élèves et enseignants n'arrivent que trente minutes plus tard. Difficile de contrôler, les mouvements des élèves de trois écoles différentes dans une même concession. "Une école privée fonctionne au sein du complexe avec les mêmes options (scientifique, pédagogie, littéraire, biochimie, commercia*le comme l'Athénée"*, se désolent les chefs d'établissements.

Les élèves de la section commerciale passent leur épreuve de dactylographie sur de vieilles machines à écrire. Aux examens d'Etat, certaines options réalisent difficilement 50 % de réussite. Les enseignants ne sont pas rigoureux dans les critères de délibération. Mais, pour Emery Boyemba préfet de la section scientifique, "la rigueur, la discipline existent toujours. Mais certains élèves partent vers les nouvelles écoles privées de plus en nombreuses en ville". Le chef de la sous division urbaine de l'enseignement primaire et secondaire Kisangani1, Likilo kanda, demande à tous les anciens élèves de cette école de former une mutuelle d'aide.

**Armand Makanisi** 

# Les parents d'élèves construisent des salles de classe

Unis dans la gestion, responsables d'écoles et parents d'élèves parviennent à doter les établissements scolaires de nouveaux bâtiments. Ce qui permet d'accueillir des élèves de plus

epuis peu, grâce à l'entente entre responsables d'écoles et comités de parents, certaines écoles se dotent de nouvelles salles des classes, indispensables face au nombre croissant d'élèves. Les parents qui payent déjà la prime des enseignants acceptent volontairement de verser 500fc (0.5\$) par élève pour la construction. Après quelques années, les écoliers étudient dans de salles spacieuses. L'école ouvre même de nouvelles

D'après Victor Ngabu, préfet de l'Institut Mbolitini, "les parents ont pris conscience de la scolarisation de leurs enfants. Vu l'accroissement actuel de la démographie, ils ont le souci que leurs enfants étu-

dient dans de bonnes conditions". C'est une grande satisfaction pour ce préfet dont l'école compte actuellement 1200 élèves et 44 enseignants contre 165 élèves et 10 professeurs en 2007. Elle a ouvert une option de pédagogie générale. "C'est la plus grande et la meilleure école secondaire de cette entité (commune Kabondo) avec un nombre élevé d'élèves et de bons résultats aux examens d'État", dit-il fier de cette collaboration de parents. Certains parents d'entre eux estiment cependant que c'est trop les surcharger car la prime coûte déjà cher, surtout dans les écoles tenues par les églises et des privés.

(suite à lire page 3)

# Les écoles manquent d'enseignants qualifiés

Les enseignants qualifiés sont rares dans les écoles secondaires et souvent remplacés par des universitaires ou des étudiants sans formation pédagogique. Le niveau de l'enseignement s'en ressent. Certains établissements organisent des formations en interne pour améliorer leurs compétences mais elles restent rares.

euls 50 enseignants secondaires qualifiés issus de l'Institut supérieur pédagogique (ISP) ont été lancés sur le marché de l'emploi, l'année académique dernière, alors que la ville compte plus d'une centaine d'écoles secondaires. La formation des enseignants n'attire plus exceptée la toute nouvelle filière "informatique de gestion" qui a attiré à elle 300 étudiants, plus que les 40 autres auditoires confondus.

Face à cette insuffisance d'enseignants qualifiés, de nombreuses écoles ont recours à des juristes, philosophes, sociologues, économistes, etc. A.A. est philosophe de formation. Voilà plus de deux ans qu'il enseigne l'histoire, la géographie, la musique, et l'informatique, dans une école secondaire privée non agréée de la place. Selon lui les cours de philosophie et d'esthétique qu'il est supposé donner sont assurées par son collègue de français un peu plus ancien que lui.

Ladislas Kitsumirwa, préfet du complexe scolaire la Félicité, estime avoir besoin des "gens qualifiés du domaine" pour les trois sections qu'il organise. Il n'a qu'un seul enseignant sur 16 issu de l'ISP. Pour le Professeur Patrick Wenda, pédagogue, "s'ils sont qualifiés scientifiquement, ils ne le sont pas pédagogiquement".

"Est qualifié quiconque a appris la méthodologie et les techniques d'enseignement à l'ISP ou à l'Université", explique-t-il. Nombreux sont ceux qui travaillent provisoirement dans les écoles en attendant mieux ou en profitent pour gonfler le salaire insuffisant qu'ils touchent ailleurs. Certains préfets non pédagogues les évitent pour peu qu'ils les remplacent à leur poste après le passage d'un audit qui peut le recommander au promoteur pour rendre l'école efficace. Des étudiants, eux, le font pour pallier l'insuffisance de la bourse familiale.

#### Baisse du niveau des élèves

Selon l'inspecteur Alphonse Bahai, la sous-qualification des enseignants touche plus l'intérieur que la ville, car, là, ce sont des D6 (diplômés d'Etat) qui y enseignent. La ville n'est pas épargnée, dit le Pr. Patrick Wenda qui en a dirigé en 2003 une étude sur ce problème. "Jusqu'aujourd'hui ces professeurs les mêmes difficultés à tenir les documents pédagogiques : fiche de préparation, journal, cahier de prévision... ils dictent le résumé alors qu'il devrait être composé avec les élèves, entretiennent le copinage avec eux ... " poursuit-il. D'autres se préoccupent plus du paiement ou pas de

la prime, ajoute le chef de travaux Augustin Mukiekie, secrétaire de département au département de pédagogie à l'Unikis.

Pour l'inspecteur provincial principal, ce manque de qualification des enseignants fait baisser le niveau des élèves. Cet enseignant de français et examinateur aux épreuves préliminaires des examens d'Etat, le déplore: "Nombre d'entre eux ne savent pas conjuguer les verbes auxiliaires,...ils lisent et écrivent difficilement".

#### Formations internes

Depuis plus de dix ans, les directives officielles de l'enseignement ont envisagé la création dans les écoles d'unités pédagogiques regroupant les professeurs d'une même branche où les plus expérimentés encadrent les autres pour résoudre le problème. Sylvain Asani, préfet de l'Institut Bosembo, qui travaillent ainsi avec les enseignants, se félicite déjà des résultats de ses élèves aux examens qui est passé de 45 (2009) à 75 % (2011) et de la cote des professeurs passée d'en dessous de la moyenne à "Très bon" au cours de la même période. Son école compte 18 professeurs dont huit non qualifiés. Outre des visites hebdomadaires dans les classes, "je donne une leçon type d'une matière donnée par semaine, tandis que les membres de l'unité pédagogique assistent derrière avec les élèves", témoigne Sylvain Asani, à la fin, chacun formule des critiques pour améliorer la prochaine leçon. Selon une lettre de transmission au coordinateur des ECS (Ecoles conventionnées salutistes) datant du 28 janvier, neuf leçons type ont été données dans cette école.

"Outre les leçons modèle, j'anime aussi des réunions où je leur apprends comment tenir les documents pédagogiques", partage Bernard Avochi, conseiller à la coordination catholique. Au complexe scolaire la Félicité, les unités se rencontrent une fois par semestre et les encadrements s'organisent selon les besoins.

Cependant, certains chefs d'établissement ne s'y mettent pas encore. C'est pourquoi Bernard Avochi anime au début de chaque année scolaire, des journées pour rappeler le rôle des chefs d'établissement, car ils se préoccupent plus de l'argent que l'encadrement pédagogique. Il ajoute, "pour être préfet, il faut avoir passé trois ans comme professeur et avoir toujours été coté "très bon", car il est appelé à encadrer pédagogiquement les enseignants".

Trésor Boyongo

# De plus en plus d'écoles maternelles mais sans formation adéquate

De nombreuses écoles maternelles privées, pour éveiller les petits avant d'entamer le cycle primaire obligatoire, ont vu le jour ces dernières années. Certaines cependant, très mal installées et sans enseignant compétent, ressemblent plus à une garderie qu'à un établissement scolaire.

es écoles maternelles foisonnent en ville. Selon Fransisca Bambanta, adjoint de l'Inspecteur principal provincial de l'enseignement chargé des écoles maternelles, "la ville en compte 60 cette année contre 56 en 2011". Ce chiffre croit dans les six communes de la ville depuis 2005. Ces écoles répondent ainsi à la forte démographie de la ville et son extension qui exigent des établissements proches des habitations. Mais aussi, au souci croissant des parents d'éveiller tôt leurs enfants et de les garder quand le couple travaille. L'enfant y apprend le langage, éveille ses sens, le mouvement, le calcul. Il sait colorier. Des enfants de 4 à 5 ans y passent toute la matinée. ils chantent, récitent, dessinent, comptent,... ils apprennent les noms des choses ils réussissent souvent facilement leur première année scolaire à cause de tre 3 000 FC (3,3\$) et 4500 (5\$) par l'éveil et la curiosité acquis. Ils s'expriment en français et ont la facilité de comprendre.

L'Etat n'a qu'une seule école maternelle. Des Ong, des privés ou des églises en sont les promoteurs. "Nous encourageons ces initiatives d'occuper des enfants car la plupart restent à la maison", témoigne Francisca Bambata. "Je préfère envoyer mon enfant à l'école maternelle pour l'éveiller au lieu de le faire garder à la maison" affirme un parent trouvé dans le bureau d'une école maternelle dans la commune Mangobo en train de payer la prime pour ses enfants. Celle-ci coûte en-



mois pour ces modestes écoles maternelles.

#### De normes à respecter

La plupart d'entre elles fonctionnent dans les bâtiments d'écoles primaires. Certaines ont leurs propres bâtiments, pas toujours en bon état. Une école maternelle à Mangobo au quartier Okapi, fonctionne sous un hangar construit en bambou, avec une toiture en paille, des murs cloisonnés par des pagnes. Les petits enfants sont assis sur des chaises en plastique. Dans une autre école, les petits écoliers sont assis à quatre sur un banc prévu pour deux les activités sensomotrices des en-

dans une salle peu spacieuse. D'autres écoles fonctionnent dans les maisons abandonnées, dans les églises. Sur 60 écoles maternelles. seules 12 qui répondent aux normes car elles ont des bâtiments. "Avant d'ouvrir une école maternelle, au minimum entre 800 et 1 000 \$ de démarrage pour ne pas compter uniquement sur la prime des parents, témoigne Fransisca Bambanota. Bavon Sumaili, enseignant à l'institut supérieur pédagogique souligne que "une salle de classe doit être spacieuse, bien entrete- nelle. nue, les murs couverts d'une peinture éblouissante pour promouvoir

fants". Elle doit en outre avoir des bancs, des matériels didactiques, un personnel qualifié diplômé d'Etat en pédagogie générale qui doit de préférence avoir suivi une formation spécialisée sur l'éducation préscolaire dispensée par l'inspection de l'enseignement sur demande de l'école.

#### La formation avant le gain

Mais de nombreux promoteurs ne se soucient guère d'améliorer les conditions d'accueil malgré les multiples exhortations de l'inspection de l'enseignement chargé de la maternelle. "Cette école me permet de vivre, résoudre le problème de ma santé...en attendant le modique salaire", affirme la promotrice d'une école maternelle. "Certaines de ces écoles naissent aujourd'hui et disparaissent le lendemain. En 2011, le promoteur d'une école maternelle à Lubunga a fui avec les frais de fonctionnement", témoigne Fransisca Bambanota. N'étant pas obligatoire dans le cursus scolaire de l'enfant, l'inspection a du mal à sanctionner ces promoteurs.

"Il faut rendre obligatoire l'enseignement maternel. Ce qui nous permettra de fermer ces écoles. L'Etat doit avoir des écoles maternelles". conclut-elle tout en invitant les parents à ne pas envoyer leurs enfants dans n'importe quelle école mater-

Trésor Mokiango

# EPSP: Un recrutement d'inspecteurs au mois d'avril

lus de 3000 candidats vont passer du 16 au 19 avril le concours pour devenir inspecteur sous la supervision de l'Inspection provinciale de l'enseignement primaire et secondaire. C'est le résultat de la réhabilitation de l'Institut de formation des cadres de l'enseignement primaire et secondaire (IFCEPS) par le projet d'amélioration de la qualité de l'éducation (PAQUED) le 28 février. Ce projet réhabilite les écoles, forme les cadres de l'éducation, les enseignants, les gestionnaires d'écoles, les élèves. En 18 mois, 197 pièces des bâtiments de l'IFCEPS comprenant des bureaux, grande salle et des dortoirs ont été réhabilitées. Apres le concours, les

candidats subiront une formation d'au moins 6

mois pour devenir inspecteur.

Selon Brigitte Nyapudre, inspecteur principal provincial, ce recrutement va pallier l'insuffisance des inspecteurs sur le terrain pour contrôler le fonctionnement des écoles et évaluer la qualité de l'enseignement et le niveau des enseignants. "Les territoires de Basoko et Ubundu par exemple n'ont respectivement qu'un inspecteur chef de pool et seul inspecteur itinérant ; le territoire de Yahuma n'a pas d'inspecteur itinérant", illustre Kabongo Lomba, inspecteur principal adjoint chargé d'évaluation. Les candidats sont des enseignants qui ont une grande expérience et ancienneté.

"C'est depuis 1991 que l'IFCEPS n'a plus formé des inspecteurs suite aux différentes crises politiques qui ont rompu la coopération avec la Belgique qui finançait", souligne Akwala Abanga, le directeur général. L'IFCEPS est le plus grand centre de formation des cadres de l'enseignement du pays. Auparavant, il y avait des formateurs belges et congolais. Entre 1991 à 2006, l'IFCEPS a organisé des ateliers de recyclage des chefs d'établissement primaires et de maternels, l'inspection a formé des inspecteurs sur le tas. Beaucoup sont âgés et ne peuvent plus être itinérants. La politique actuelle est d'affecter un inspecteur par rapport au nombre d'enseignants et non plus par rapport au nombre d'écoles pour un suivi correct de leur prestation.

John sindani



# culture traditionnelle se perd

La culture traditionnelle se meurt et cède peu à peu la place à la culture moderne. Sans moyens et sans relais médiatiques, les rares groupes qui la valorisent, sont peu connus. Et les langues qui véhiculent ces traditions ne sont plus parlées par les jeunes.

masques, habillés de peaux d'animaux (léopard, okapi, crocodile), de plumes d'aigles, de perroquets, de coqs dansent, crient et chantent en dialectes. Des chants traditionnels rythmés par le tamtam et le gong. La scène qui se déroule dans la cour du collège Maele est rare. Certains étudiants quittent les salles de lecture pour l'admirer. Mais les plus nombreux ne manifestent aucun intérêt. "Ces gens nous embrouillent avec leur musique", lance un jeune. Ce 15 mars marque "l'ouverture de la 15<sup>ème</sup> semaine philosophique de Kisangani", explique François Bosala, chef de section enseignement et animation au Centre de recherche sur les danses

es hommes et des femmes cachés par des les qui n'attirent plus les jeunes. "La ville n'est go. plus préparée aux activités culturelles", regrette Remy Lisingo, directeur du CEREDAF, qui estime qu'une musique moderne improvisée les aurait

> Ces rares groupes musicaux traditionnels n'ont pas de soutien. Seules les maigres cotisations des membres et rares dons, doublés de la grande volonté des artistes sauvent encore ces danses de l'oubli. En 2011, le CEREDAF a publié 70 % des danses des grandes ethnies de la RD Congo. Ces publications ressortent les messages essentiels que transmettent ces danses et chants. Mais beaucoup d'autres données n'ont pas été recueillies. "Nous n'avons pas de moyens pour

#### Manque de relais

A la maison, dans les médias et autres circonstances, on parle rarement de tradition. "Les enfants qui naissent en ville, ne savent plus parler leurs langues maternelles ou ethniques. Or l'éducation traditionnelle se transmet dans les langues. Les gens ne connaissent même pas leurs territoires d'origine", s'inquiète Monsieur Mpandanjila enseignant de littérature traditionnelle africaine à l'ISP kisangani. "L'heure de travail est devenue élastique. Les parents n'ont pas le temps de rester avec leurs enfants. C'est maintenant la télévision, la radio, la rue qui éduque les enfants", analyse Niki Imayonda, ancienne ministre de la

Ces radios et télévisions diffusent à longueur des journées des films, informations, documentaires...des médias étrangers. Les parents obligent de plus en plus leurs enfants à parler français. Parler et danser en langue maternelle est parfois une honte pour le jeune car le français est devenu, une langue de rang social. Ironie du sort, de nombreux jeunes ne savent pourtant ni le français, ni leur langue maternelle. "Il faut que l'enfant apprenne d'abord sa propre langue avant d'apprendre une autre langue, car sa langue lui permet d'intérioriser sa propre culture", ajoute Mpandanjila.

L'enseignement de la tradition en famille reste le plus fort. "Il faut que nous puissions valoriser nos cultures par les émissions à la radio et télévision. Ceux qui font du théâtre essaient d'intégrer nos traditions", recommande Niki Imayonda. Pour le chef de travaux Mpandanjila, aller à l'école ne suffit pas pour faire un homme ancré dans sa société. Il faut également une éducation basée sur sa culture.

Trésor Mokiango



africaines pour l'éducation et le développement (CEREDAF). Sans grands moyens, le CEREDAF se bat pour perpétuer ces danses traditionnel-

financer les projets de recherche, former des enseignants pour l'animation culturelle, et prendre en charge le personnel...", explique Remy Lisin-

#### (suite de la une)

### (Les parents d'élèves ... de classe )

Collaboration fructueuse

À l'Institut Tufuate, de la 21e communauté des nations au centre de l'Afrique (CNCA), deux salles de 10m sur 8 m ont été construites en 2011. Un autre bâtiment de quatre locaux est en construction. Non loin de là, à l'école Elikya, ce sont les élèves punis ou retardataires qui pressent les briques pour la construction d'un nouveau local. Au complexe scolaire Les Anges, chaque élève amène trois briques cuites lors des travaux manuels. Cette école est en chantier, elle a ouvert ses portes cette année scolaire. Selon François Schiller Bogeya, président du comité des parents de l'institut Mbolitini, "c'est le résultat d'une franche collaboration entre l'école et les parents. La pratique est bonne parce qu'elle donne la chance à beaucoup d'enfants du quartier d'aller à l'école". Pour Dominique Lekakwa, président

de l'association de parents d'élèves du Congo (Anapeco), qui se réfère à la loicadre régissant l'enseignement en son article 100, "cette pratique est statutaire. Elle fait partie des "interventions ponctuelles" où l'école et les parents s'entendent pour résoudre les besoins qui se présentent. Car la planification scolaire ne tient pas compte de la croissance démographique". Mais Joseph Litete, secrétaire provincial du syndicat des enseignants du Congo (Syeco), met en garde contre la tricherie d'emploi des enseignants journaliers (sans matricules) dans la fonction publique par certaines autorités car ces salles exigent d'engager des enseignants pas programmés par la hiérarchie.

**Armand Makanisi** 

31 mars 2012 Mongongo – Journal de proximité P.4

#### LA VILLE EN BREF

#### ISP Kisangani: l'informatique attire les étudiants

Depuis l'ouverture du département d'informatique de gestion à l'Institut supérieur pédagogique (ISP), cette institution qui forme les enseignants attire de plus en plus du monde. Cette année, elle a inscrit plus de 600 étudiants, le double de l'année passée. Pour augmenter la capacité d'accueil, les autorités académiques ont réhabilité grâce aux ressources de l'institut la toiture, le plafond, le pavement, les murs de trois grandes salles de 250, 180 et 60 places assises. Ces salles sont électrifiées et équipées en bancs. Avant les deux dernières salles n'étaient pas utilisées et la première manquait de bancs. Il fallait louer les chaises.

Une bibliothèque a été construite et dotée de plus de 1 000 ouvrages. Le laboratoire informatique et salle informatique avec neuf ordinateurs ont été aménagés grâce à l'appui de l'ambassade de France. Celle-ci compte créer un Centre de ressources et d'ingénierie pédagogique (CRIP).Ce centre sera doté des ouvrages et d'ordinateurs pour former les enseignants de français.

#### Projet Sesam : Séminaire sur les pratiques de classe

Du 12 au 16 mars, à l'Alliance franco congolaise (AFRACO), 30 professeurs de français, inspecteurs et enseignants des Instituts supérieurs pédagogiques de la province ont été formés à l'usage des matériels disponibles pour enseigner le français. Selon Christelle Mignot, formatrice, l'objectif est de les doter de techniques pour rendre les classes et enseignements plus dynamiques et interactifs. Les participants ont été initiés à élaborer des cours sur des thématiques

qui intéressent les élèves en se servant des supports disponibles (des articles des journaux, bandes dessinées, caricatures,) en l'absence de livres. Il s'agit de pousser les élèves à communiquer en axant la formation sur l'expression orale et écrite, la compréhension de l'oral et de l'écrit. Cette formation rentre dans le cadre du projet Sesam lancé depuis 2009, axé sur l'appui à l'usage et la maîtrise du français.

#### Route Buta : Les élèves de l'école Badile broient les cabosses de cacao pour acheter des craies

Située à 36 km sur la route Buta, l'école primaire et secondaire Badile est oubliée de tous. Les enseignants, préfet et élèves se battent seuls pour achever les deux constructions en terre de leur école. Seuls deux hangars tôlés en sticks sont debout. Il reste à mette la terre, les portes, fenêtres,... Pour achever la construction, les responsables de l'école et le comité de parents ont décidé de mettre à la disposition de la cacaoyère de Bengamisa (CABEN) la main-d'oeuvre écolière. Les 300 élèves décabossent le cacao pour donner à leur école les moyens d'acheter des craies et de construire.

Selon Michel Esemaka Likaka, le préfet, c'est en octobre dernier que la Caben a sollicité le concours de ces élèves pour sortir les fèves des cabosses de cacao. Pour Dieudonné Lifofa, chef de service technique de la Caben, ce travail se fait une fois par an pendant la période de récolte. En deux jours, les élèves ont produit 3800 kg de fèves blanches d'une valeur de 114 000 Fc valeur du travail ou des fèves (pas beaucoup), a indiqué le chef de service. Mais le préfet qui subit la pression du comité de parents, attend toujours le paiement. Selon Sosthène Nonziadane Maronzi, directeur de la Caben, son entreprise a des problèmes de trésorerie.

## Les autodidactes de plus en plus nombreux aux examens d'Etat

Soucieux d'avoir un diplôme, de nombreux candidats fréquentent les "centres d'autodidactie" qui permettent d'avoir le diplôme en une année d'enseignement. Mais peu sont réellement capables de défendre leurs diplômes.

ette année, 1890 candidats ont passé les examens préliminaires des "autodidactes" pour les examens d'Etat, deux fois plus qu'en 2010. Pour rattraper leur scolarité, des adultes de 25 à 60 ans fréquentent les "centres d'autodidactie", qui préparent en une année à passer les examens d'Etat et entrer à l'université. Femmes mariées, fonctionnaires, commerçants, hommes d'affaires,... tout le monde veut avoir un diplôme soit pour préserver son emploi, soit pour poursuivre l'université ou se faire valoir.

Ces dernières années, le nombre de ces centres est passé de cinq à 15. De nombreux jeunes (19 ans voire moins) qui ont échoué aux examens d'Etat ou qui ont du mal à terminer une scolarité rigoureuse dans une école normale y trouvent aussi un raccourci. Des adultes qui n'ont parfois pas atteint le cycle secondaire (3eme année) aussi s'inscrivent et décrochent leur diplôme. Conçu pour rattraper les gens ayant dépassé l'âge normal de la scolarité, ces centres sont devenus le rempart des écoliers faibles qui évitent les multiples exigences scolaires (devoirs, interrogations exercices, discipline, examens...). Ces centres leur permettent de sauter de classe ou d'exercer un métier par salle dans une section. Certains centres avant midi.

"Je veux décrocher le diplôme d'Etat", se motive un quadragénaire. "J'ai envie de faire la politique ou d'ouvrir une école", affirme un autre quinquagénaire. D'après Simon Limela, chef de centre à l'école primaire 2 de Kisangani, "ces enseignements sont organisés pour les jeunes sans diplôme qui travaillent sans un titre scolaire équivalent". "Il est difficile de former un individu en une année afin qu'il soit à même d'affronter les examens d'Etat. Mais, l'université n'a besoin que du diplôme final pour inscrire tout candidat voulant poursuivre ses études post secondaires", regrette le professeur Patrick Wenda, chargé de la cellule d'orientation à l'Unikis. Conséquence : de nombreux diplômés des humanités. "Les gens

ont les diplômes mais ne sont pas capables de les défendre", ajoute le professeur Wenda. Beaucoup ne savent ni lire et écrire correctement ou argumenter sur une question.

Mais les responsables de ces centres sont satisfaits de leurs résultats. "Dans mon centre de Maele, un candidat a obtenu 80%," explique Mamunga Basikwa, qui depuis 20 ans forme les autodidactes. Selon lui, la qualité de la formation dépend d'une structure à une autre.

#### Une formation en doute

Pour les centres qui ont une grande renommée comme Maele, Saïo, Tchololo Péda-com et ceux nouvellement créés à l'EP1 et 2 de Kisangani, on dénombre plus de 200 candidats. Dans la salle, une ambiance de liberté comparable à celle d'un auditoire d'université : causeries parallèles, sonneries de téléphones en tous genres, sorties sans autorisation, pas de carnet de présence. Les enseignants confectionnent des syllabus ou écrivent sur le tableau noir. Pas de dictée. Ces centres sont logés dans les bâtiments des écoles existantes. Les cours se donnent de 16 h jusqu'à 20h parfois. Pour 80 \$ de prime annuelle, on compte 50 à 80 candidats avoisinent 250 candidats actuellement contre une centaine au début.

En une année, ces apprenants doivent finir le programme de 6ème et rattraper les matières des classes non fréquentées. Certains candidats changent d'option de départ pour avoir le diplôme. Un candidat qui a fait le secondaire en latin philo, présente les examens en pédagogie générale, la section la plus prisée. Elle est considérée comme facile. Paradoxe, avec ce diplôme de pédagogie générale, beaucoup ne peuvent tenir une salle de classe. Le professeur Patrick Wenda estime que les plus jeunes devraient être contraints à suivre le cursus scolaire normal (6ans) et les centres d'autodidactie à former en deux ans. Ce qui augmenterait la qualité de la formation.

Armand Makanisi

# MONGONGOO O

Le Journal Mongongo vous réserve cet espace à un prix défiant toute concurrence pour faire connaitre vos produits, votre travail, votre cabinet d'expert, vos publications ... c'est aussi un espace pour souhaiter des anniversaires de naissance, de mariage,... ou présenter des vœux à vos proches, amis, connaissances, partenaires, ... Contactez nous au 081 587 76 37, 085 338 93 25

#### **ABONNEMENT**

Pour encourager l'équipe des journalistes de Mongongo dans leur travail de vous informer régulièrement en toute indépendance de ce qui se passe dans votre milieu proche, souscrivez un abonnement de soutien.

Tarif des abonnements

- Abonnement ordinaire : 1 an (24 numéros) : 30 \$ Abonnement de soutien : 1 an (24 numéros) : 50 \$ minimum

Abonnements payables: Au journal Mongongo, 1/A, Avenue Tshatshi à côté de

Bego Congo, Commune Makiso

Mail: journal mungongo kis@yahoo.fr

Gertrude Nabiata, +243 (0) 85 338 06 84.

Jimmy Bakelenge, +243 (0) 85 338 93 25.

A Syfia international, 20 rue du Carré du Roi, 34000 Montpellier, France

Tél: 33 (0) 4 67 52 79 34 Fax: 33 (0) 4 67 52 70 31

Mail : leplaideur.ilb@wanadoo.fr

Références bancaires :

Compte SYFIA INTERNATIONAL Assoc. à la BFCC de Montpellier Code RIB: 42559 - 00034 - 21027811202 - 40

IBAN FR76 4255 9000 3421 0278 1120 240 BIC CCOP-

ou Chèque bancaire à l'ordre de SYFIA INTERNATIONAL Libellé en Euros

## Eugénie Ngeleme, sourde-muette, directrice de l'école des sourds

Très déterminée, Eugénie Ngeleme, a fait de son handicap – elle est sourde-muette – un atout pour aider les enfants sourds-muets comme elle. Diplômée, elle est aujourd'hui directrice de l'école "Espoir des sourds".

rage et d'engagement. Cette jeune femme, la trentaine révolue, est directrice de l'école primaire *"Espoir des sourds"* depuis 2005. Ancienne élève de la même école, elle a décroché son diplôme d'état en 2002. Maîtresse pendant cinq ans, elle sera ensuite nommée directrice.

Eugénie forme d'autres enseignants au langage des signes. "Grâce à elle, je suis aujourd'hui enseignant des sourds, elle m'a donné le goût d'apprendre le langage de signes. Je m'exprime déjà bien et j'enseigne", se réjouit Montenda Libange Monga, un enseignant. Elle dirige six enseignants entendant qui maîtrisent le langage des signes et 110 élèves, tous sourds muets. Elle est déterminée à reprendre ses études universitaires à l'Institut Supérieur pédagogique libre du Congo (ISPL) qu'elle a interrompues en deuxième année faute de moyens. Elle s'en sortait en lisant les syllabus et en recopiant les notes de ses collègues de l'auditoire.

Elle s'inquiète cependant que de nombreux parents ne se donnent pas la

🖰 ourde et muette, Eugénie Ngeleme Biyongo est un exemple de cou- 🛮 peine de scolariser leurs enfants sourds. "Elle constitue la crème intellectuelle de notre association" ajoute Micheline Kombe, vice-présidente de l'association de femmes sourdes muettes, "elle est parmi les rares femmes sourdes muettes qui s'intéressent à l'éducation des enfants sourds muets", témoigne monsieur Amina, directeur général intérimaire de l'école "Espoir des sourds".

> "Je suis fière, car j'ai mon diplôme d'Etat et j'ai un métier qui nourrit ma famille", affirme-t-elle sans complexe. Elle ajoute que c'est une joie pour elle car des femmes dont tous les organes de sens fonctionnent normalement n'arrivent pas à étudier et travailler. C'est à l'âge de 7 ans que la méningite l'a rendu sourde. Mais sa détermination a supplanté ce handicap. Mariée à un homme lui aussi sourd muet directeur de discipline de l'école secondaire, Eugénie est actuellement mère de trois enfants.

> > Natacha Kongolo

# Musenge H-J, un militaire Ecofuta, une école enseignant d'anglais

Major des Forces armées de la RD Congo (Fardc), Henri-Josué Musenge Rashidi est aussi un enseignant d'anglais. Cet homme intègre et rigoureux est apprécié des élèves et des responsables des écoles.

COn traite abusivement les militaires de méchants, voyous ou d'analphabètes. Ce n'est pas correct. Si tout le monde à cette mauvaise perception c'est parce que le mal vient du fond du cœur de chacun. Il faut l'extirper", exhorte Musenge Henri-Josué, officier des forces armées de la RD Congo, la quarantaine révolue, qui enseigne aussi l'anglais à l'Athénée de Kisangani et qui est pasteur d'une Eglise.

Désireux de former la jeunesse, il vient enseigner après le service de l'armée à midi. il prêche également en dehors des heures de service. Son ambition est de faire de l'anglais une préoccupation pour les jeunes. "J'enseigne l'anglais pour amener de nombreux jeunes à s'y intéresser car cette langue est d'une grande utilité dans la vie pratique." Depuis 2008, année où il a été licencié agrégé de l'ISP Kisangani, il apprend cette langue aux élèves de 6<sup>ème</sup> année.

#### "Il est bon et n'aime pas le bavardage"

Appelé familièrement "Major" par les élèves, Henri reste strict dans ses décisions. Il aime la discipline et l'ordre. A l'école, Musenge porte une blouse blanche qui couvre son uniforme militaire. Intègre, son école l'a chargé de contrôler, percevoir et centraliser les frais de la prime des enseignants que payent les élèves. "Je l'ai



connu bien avant qu'il ne soit ici comme enseignant d'anglais au CSPMF, un complexe scolaire privée de la ville. Il est bon et aime celui qui aime Dieu et n'aime pas le bavardage", témoigne un inspecteur rencontré à l'Athénée. "Son statut militaire dans la salle de classe ne nuit pas", explique une élève qu'il a chassée de la salle de cours. Selon madame Marie-jeanne, préfet de l'institut II de Kisangani, "c'est un enseignant, il n'est pas militaire chez nous. Les élèves et ses collègues enseignants l'apprécient. Il est compétent."

**Armand Makanisi** 

# pour faire émerger les jeunes footballeurs



epuis 2003, Joseph Luende, enseignant de mathématiques et de civisme au collège Maele, a créé une école de football dénommée "Ecole de futurs talents"(ECOFUTA). De jeunes écoliers (du collège Maele au début) sont formés aux règles du football en insistant sur la moralité et l'esprit de cohabitation collective. "Dyna" pour les intimes, passionné du ballon rond croit qu'une star doit être créée depuis sa plus jeune enfance. Sans grand moyen, il travaille avec le soutien des hommes de bonne volonté surtout ses anciens élèves au pays ou à l'étranger qui lui envoient ballons, vareuses, bottines, et parfois des modestes billets de banque. "Notre souci est de voir les jeunes émerger, bien qu'on n'ait pas de sponsor. Grâce à notre passion du football et au soutien des amis et concours de certains entraîneurs, nous voulons concilier la réussite scolaire et la réussite sportive", explique Dyna. A Kisangani sur la route ou ailleurs, il parle de ces jeunes à qui veut l'entendre. Chaque jour, il est sur Internet pour lire des cours et contacter ses partenaires. Un apostolat presque car aucun jeune ne paie sa formation.

Sur le terrain municipal de l'Athénée, chaque apprenant a sa vareuse, et "Dyna" le coach donne ses instructions. De 14 à 16h, sous un soleil accablant, une vingtaine de jeunes s'entraînent, une fois les classes terminées. Car Ecofuta pense qu'un bon joueur doit être instruit et veut faire du sport un outil de paix. A ses débuts, cette "école" avait des éducateurs qui enseignaient la théorie du foot par écrit au tableau. Actuellement, les futurs talents ne se contentent que des séances pratiques sur le terrain même si "Dyna", le promoteur dispose d'un syllabus, fruit de recherches personnelles. Sa devise est : Juventus, virtutum ager ("jeunesse champ de vertu"). L'école ne dispose pas d'infrastructures propres.

Ces futurs talents apprennent la technique du football : les lois du jeu, la relation entre le joueur et le ballon, le système de jeu, à l'attaque et la défense. Les jeunes sont également formés à la vitesse, l'endurance, la motricité, la discipline, la motivation, à la volonté et la concentration. Le vœu de Yannick Risasi, le capitaine des jeunes, de jouer dans les grandes équipes de la ville se réalise peu à peu. Deux d'entre eux, Cédric Mwamba et Mupe, ont été recrutés par le cercle sportif Makiso, une équipe de la division 1. (Contact : ecofuta@yahoo.fr)

**Armand Makanisi** 

## Des élèves luttent contre la tricherie dans les salles

Organisés en association, des élèves combattent la tricherie dans leurs écoles poussant ainsi leurs collègues à plus travailler. Les résultats sont très encourageants.

Mieux vaut avoir zéro que de tricher lors d'un examen ou une membres du comité assure aussi le suivi du combat de l'association *interrogation*", déclare Gloriane Bi-Den Gwa, de 6ème biochimie et présidente du comité d'élèves de l'institut du Base. C'est la devise de ceux qui ont décidé, dans quelques écoles, de lutter contre la tricherie dans les salles de classe. Cette surveillance pousse les à travailler plus et à relire leurs notes à la maison. En deux ans de fonctionnement de cette initiative, Luc Ngongo, préfet de l'Institut du Base, voit déjà les résultats. "L'année dernière nous avons fait 100 % de réussite en pédagogie générale, 99 % en biochimie, 75 % en latin-philo et 72 % en option commerciale aux examens d'Etat", se réjouit-il.

Début février, le directeur de discipline de l'institut Maele a présenté pendant le salut au drapeau dans la cour de l'école, un collégien de 4<sup>ème</sup> littéraire qui a triché lors d'un examen du premier semestre. Ce dernier est resté front courbé, humilié devant ses collègues et ses enseignants. C'est ainsi que certaines écoles tentent de décourager la tricherie dans les salles.

#### Des élèves se surveillent

En 2002, des élèves ont créé une association de lutte contre la tricherie. Soutenus par leurs préfets, ils arrivent ainsi à cultiver l'excellence. "Dans chaque classe certains d'entre eux surveillent pendant l'interrogation ou l'examen", explique Péni Ngochelo, le représentant des lycéens de l'institut du Base. Juste après l'épreuve le nom du tricheur est remis à celui qui siège au comité (gouvernement) de

Dans d'autres écoles, l'enseignant agrafe le document dont s'est servi le tricheur à celui de l'examen et le remet à la direction de l'école. La direction affiche ce nom au valve et au rassemblement avant l'entrée en classe, celui-ci est présenté devant tout le monde. L'ancrage de ce combat est facilité par un arrêté ministériel qui exige un comité d'étudiants dans chaque école d'avoir pour promouvoir les valeurs de démocratie et de bonne gouvernance. Dans chaque classe un des

contre la tricherie.

A l'école du Base, c'est un ancien du collège Maele et une lycéenne venue de Kinshasa qui ont proposé l'initiative à leur préfet. "On ne se parle plus avec une copine qui me traite d'orgueilleuse et égoïste", regrette Gloriane Bi-Den Gwa. "Étudier pour comprendre mais tricher pour réussir", passe pour la maxime de nombreux élèves. "Après les examens, nous comptons inclure la lutte contre la tricherie dans nos activités", déclarent les présidents des parlements des élèves de home Feyen et du complexe Okapi.

#### Implication de tous

En novembre dernier, au cours de la réunion avec la coordination diocésaine des écoles conventionnées catholiques, Monseigneur l'archevêque a exhorté les responsables à lutter contre la tricherie et la corruption dans toutes les écoles du réseau. "Nous avons ajouté deux ministères chargé de l'éducation chrétienne et celui d'éthique et lutte contre la tricherie et la corruption", déclare Symphorien, directeur de discipline du collège Maele. Pour L'aise Byor, préfet de l'Institut Tufuate, "la tricherie décourage les plus intelligents. Elle pousse au moindre effort et l'apprenant ne saura plus distinguer le bien du mal". "Une tricherie en classe pousse à aller voler sur le lieu du travail, détourner les deniers publics", estime Buchiri Trésor, un jeune de l'institut Lisanga.

L'effort de parents est capital dans la réussite de l'enfant. "Certains enfants n'ont pas le temps de revoir leurs notes à la maison à cause de tâches ménagères ou la recherche de survie", regrette Esafe Victor, président du comité des élèves du collège Maele. Certains parents qui payent la prime, digèrent mal que leurs enfants échouent et les poussent à la fraude en corrompant les enseignants ou fabriquer de faux bulletins.

Hortense Basea

### De nombreux échecs scolaires faute d'une bonne orientation des élèves

Faute de service d'orientation scolaire dans les écoles, de nombreux 'élèves choisissent des options qui ne leur conviennent pas. Certains abandonnent leurs études, d'autres doivent suivre plusieurs options avant de réussir l'examen d'Etat.



mais j'étais très faible en latin et en anglais. Les enseignants m'ont conseillé de reprendre la 3eme année en pédagogie générale alors que j'étais déjà en 4ème année", témoigne Alain Lutumba, élève à l'Institut Kalindula. Comme lui, de nombreux élèves opèrent des choix d'option sans tenir compte de leurs capacités intellectuelles. Des échecs et des décrochages scolaires sont enregistrés. Les écoles ne disposent plus d'un service d'orientation.L'élève décide seul en imitant letins de deux ou trois options différentes ses collègues ou ce sont les parents qui dictent leur choix. Les parents ont tendance à présenté trois fois sans succès les examens projeter leur histoire personnelle sur celle de d'Etat en biochimie. Cette fois, je me suis leurs enfants. "Je veux que tu sois médecin inscrit en pédagogie. J'ai de difficultés dans

ou avocat",...disent-ils oubliant que chaque personne a son propre parcours. Ces choix sont souvent guidés par les seuls exemples de personnalités qui émergent.

Le jeune se trouve face à sa propre ambition et à celle de ses parents. "J'ai choisi la biologie chimie parce que je rêve devenir médecin car les médecins ne chôment pas", déclare Christèle Matisho, élève en 3ème année à l'Institut Kalindula.

Il n'est pas rare de voir un élève avec les bulavant de décrocher son diplôme d'Etat. "J'ai

certains cours d'option car c'est la première fois que je les étudie", témoigne Honoré, ancien élève de l'Institut Anuarite, aujourd'hui au Lycée Mfaume.

#### Des élèves souvent désorientés

Au collège Maele, pour monter en troisième année, les titulaires des classes orientent les élèves selon les meilleures cotes obtenues dans les cours d'option : l'élève qui obtient plus de points en mathématique est orienté en mathématique physique et celui qui a plus de points en français en latin-philo.

Selon Sashi Kumba, inspecteur l'enseignement, "les instructions scolaires prévoient un conseil d'orientation dans les écoles. Mais certaines écoles ou coins du pays n'ont pas toutes les options requises. C'est ainsi que l'on laisse le libre choix à tout le monde de faire l'option disponible". Ou ne pouvant changer d'école, l'élève ne peut faire qui y existe. "Nos élèves savent dés la première année qu'ils vont faire les humanités pédagogiques car c'est la seule option que nous avons", souligne un enseignant d'une école à l'Orphelinat de Mangobo.

Les élèves s'orientent vers les options (littéraires, pédagogie, biologie chimie, math physique, commerciales) pour devenir juristes, médecins, économistes, politologues etc. Les chômeurs y sont nombreux. Par contre, les options des métiers comme l'agriculture, menuiserie, vétérinaire, coupe et couture, électricité, plomberie, maçonnerie sont négligées. Mais l'actuel boom immobilier et les travaux de réhabilitation des routes ont montré que les spécialistes des écoles des métiers étaient rares et prisés.

Christian Uzilo

**Ubundu : Les travaux de construction de l'école** primaire Makopo reste inachevée

En juillet 2008, le gouvernement provincial a lancé les travaux de construction de l'école primaire Makopo situé sur la 3ème avenue au quartier Walengola à Ubundu. Près de 4 ans après, cette école reste inachevée et inexploitée. Six salles ont été construites et tôlées. Mais il manque des portes, fenetres, tableaux et plafonds. L'école continue à louer une partie abandonnée du bâtiment de l'hôpital général de référence d'Ubundu destinée aux lépreux et tuberculeux. Dans des salles exigus et des bancs insuffisants. L'administrateur de territoire a demandé au préfet qui voulait déjà occuper ces classes d'attendre que le gouvernement provincial d'achever les travaux.

De l'autre coté, les populations s'activent à réunir 10 % de contribution communautaire exigée par le Fonds social de la République pour construire des salles de l'institut d'ubundu, une école officielle qui utilise également les locaux de l'hôpital général.

L'administrateur du territoire, Jérôme Kinzonzi, a démoli deux vielles maisons pour trouver les briques. Joseph Kalibundji, un fils du terroir fournit du sable en payant 6 000 fc à chaque tolékiste qui transporte 40 sacs de 20 kg. Moellons, graviers sont donnés. Mutuku Fidèle, le préfet dont l'école a donné 70 mètres cube de sables et de moellons grâce aux élèves et des hommes de bonne volonté attend mettre tout en œuvre pur ne pas rater cet appui du Fonds social de la République.

Fidèle Utula

Opala : former de noyaux de paix

Du 22 au 24 février, la MONUSCO a formé plus de 100 personnes issues de partis politiques, de l'administration publique, de la société civile et de forces de l'ordre du territoire d'Opala sur l'état de droit, les violences sexuelles, la gestion des contentieux électoraux... Selon Komlam Tchangai, coordonnateur de la section droit de l'homme à la MONUSCO/PO et chef de la mission, c'est pour mettre en place un cadre de concertation et de dialogue entre ces acteurs en vue de rechercher le bien être social.

Après avoir passé en revue les différentes formes de violences sexuelles, Charlotte Ngungi, représentante de genre de bureau de la MO-NUSCO a appelé les femmes à être vigilantes et ne pas se laisser manipuler et violer par les hommes. "Nous passerons dans des écoles,

églises et ailleurs transmettre le message aux femmes et filles, car nous étions sous informées et ignorantes de la loi sur les violences sexuelles", a lâché, toute contente, Nelly Asela Yapeti, professeur à l'institut d'Opala.

Efanga Aimé Césaire

#### Territoire de Lubutu : des écoliers transportent les briques pour construire leurs écoles

Casserole remplie de sable et une à deux briques sur la tête, les élèves de l'Ecole primaire Ale Kaunda, une école catholique, déplacent ces matériaux sur une distance de 1 Km qui sépare leur école de la carrière d'exploitation de sable. Depuis le 17 mars, les élèves des écoles de la Mission protestante font de même tous les samedis. Ces élèves ont entre 7 et 13 ans et effectuent trois tours sur une distance d'un à 4Km pour porter les 500 briques recommandées à leur école. Même situation à l'EP. Ekoko, une école d'obédience méthodiste où les écoliers ont transporté en février pendant deux jours des planches reçus de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN).

En effet, les églises qui tiennent des écoles dans ce territoire veulent remplacer des salles en terre battue et chaume en dur. Selon un enseignant, c'est aussi une façon d'habituer les enfants au travail manuel quotidien. Le directeur de l'EP Maiko, une école conventionnée protestante à 4 Km du site estime qu'il n'a pas d'autre choix. Les frais de fonctionnement de 2.150 Fc (2,3 \$) que paient par trimestre les élèves de 5é et 6è sont insuffisants pour prendre en charge le transport de ces briques. Un chauffeur de camion lui a réclamé 30 \$ et 5 l de carburant.

Certains élèves de 4e, 5e et 6è primaire sarclent, sèment, récoltent les champs des enseignants et assurent les taches ménagères à leur domicile. Pour le président du comité de parents de l'EP. Maiko, les parents n'ont pas de choix. L'article 53 de la loi n°09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant interdit de soumettre l'enfant à tout travail, qui par sa nature et les conditions de son exercice, est susceptible de nuire à la santé, à la croissance, à la sécurité et moralité de l'enfant.

Chérif Djaludi

#### Fomi exhorte les partis politiques à aligner des femmes pour les élections

Du 22 au 24 mars, à l'initiative du Forum des Mamans de l'Ituri (FOMI), 25 personnes dont les responsables de partis politiques, des députés provinciaux, des journalistes et les membres de la société civile ont pris part à un atelier de plaidoyer auprès des autorités provinciales pour l'alignement de plus de femmes sur les listes électorales aux prochaines élections provinciales, urbaines, municipales et locales. Pour Mme Jacqueline BORVE, Chargée de suivi du projet et Monsieur Grégoire NGONE, Secrétaire Administratif de Fomi, cette activité rentre dans le cadre de leur programme national triennal de renforcement de la participation des femmes dans les institutions de l'Etat à tous les niveaux. Activité que Fomi mène déjà en district de l'Ituri dans les territoires de Djugu et d'Irumu. Sous la modération de Delvaux ATENYI, secrétaire éxécutif du CRONGD Oriental, les participants ont adopté les recommandations suivantes : 1. Aux partis politiques

- D'identifier des femmes leaders dans chaque parti politique pour les accompagner et les informer au moment opportun pour qu'elle se prépare à postuler ;
- D'aligner les femmes sur la liste électorale et leur accorder un appui multiforme (logistique, financier, morale et psychologique);
- De renforcer les capacités des femmes candidates de leurs partis en stratégie de campagne électorale;
- S'impliquer dans la sensibilisation et la conscientisation de l'électorat et en particulier des femmes pour soutenir la candidature féminine et voter les femmes afin d'améliorer leur score;
- Copter les femmes dans les postes de responsabilité ;
- S'aligner dans la dynamique mondiale de la promotion des femmes dans la prise des décisions.

#### 2. Aux femmes candidates potentielles

- De ne pas être frustrée devant les hommes ;
- D'exprimer leurs ambitions de façon libre et participative a la prise des décisions.
- De s'engager et d'avoir des prestations de qualité dans les partis politiques

#### 3. A la société civile

- Sensibiliser et conscientiser les femmes qui ont des ambitions politiques à adhérer aux partis politiques de leurs choix;
- Animer et accompagner le leadership politique de la femme au niveau provincial et local.
- De sensibiliser et conscientiser les femmes à s'accepter et à voter pour les candidates femmes.
- Sensibiliser et conscientiser les hommes à changer leur considération coutumière a l'égard des femmes et à s'unir à elles femmes pour voter les femmes.

Le Forum des Mamans de l'Ituri (FOMI), est un réseau des associations féminines de l'Ituri créé le 15 octobre 2001. C'est un cadre de concertation, d'union et d'action pour la promotion de la femme de l'Ituri et de la Province Orientale. Il vise une société où les femmes sont unies, instruites, respectées et participent à la prise de décision à tous les niveaux. Fomi vise à pacifier l'Ituri par la femme et pour la femme ; l'autonomiser pour un développement durable, lutter contre les violences faites à la femme ; l'informer sur ses droits. Ses activités sont également tournées vers l'enfant et les filles mères.

Contact: fomibunia2004@yahho.fr - Tél: 0994391745



## Kukosa kuongozwa vizuri wanafunzi wamekuwa wakikosa nusu

Kukosa ofisi ya kuwaongoza wanafunzi katika masomo inatuma wanafunzi kuchagua masomo isiyowafaa. Kuna wanaoacha masomo, wengine kabadirisha masomo mbele ya kupata diplôme d'Etat.



Villianza kusoma ku humanités littéraires lakini nilikuwa nikipata alama (points) ndogo sana katika somo la kilatini (latin) pia kiingereza. Waalimu wakanishauri nirudiliye somo la 3 la pedagojia huko nikiacha kusoma katika somo la 4" ametoa ushuuda Alain Lutumba mwanafunzi wa Institut Kalindula. Shule (écoles) hazina ofisi ya kuwaongoza wanafunzi. Mwanafunzi ameamua pekee yake kufatana na wenzake ao amri ya wazazi wake. "Ninapenda ufanye masomo ya kiganga ao ya kuwa wakili (avocat)" wamesema hivi wazazi wakisahau kuwa kila mtu ana wito (parcours) wake. Kila mara mtu akichagua afanye masomo gani amefata mfano ya watu waliopata maisha.

Kijana amekosa afate roho yake ao kutaka kwa wazazi wake. "Nilichagua

biologie chimie sababu ni ndoto yangu kuona hakuna mganga anayekosa kazi" amesema Christèle Matisho wa somo la 3 Institut Kalindula. Kuna hata wakati unakuta mwanafunzi mmoja na bulletin mbili ao tatu ya masomo mbalimbali mbele ya kupata diplôme d'Etat. "Nilikosa exétat mara tatu katika somo la biochimie. Mara hii, nimejiandikisha ku pedagojia. Ni mara yangu ya kwanza na kwa hii nina magumu kidogo" amesema Honoré mwanafunzi wa zamani wa Institut Anuarite iitwayo leo Mfaume.

Wanafunzi hawajui hasa waelekee wapi

Ku collège Maele kwa kupanda ku somo la tatu waalimu wameongoza wanafunzi waliopata alama za juu kufatana na masomo yao : mwanafunzi anayepata alama nyingi katika hesabu (mathématiques) ameongozwa kwenye mathématique physique na yule anaye alama nyingi katika kifransa ameongozwa kwenye latin-philo.

Kwa mjibu wa Sashi Kumba inspecteur wa enseignement "kanuni za masomo zinatia mkazo (accent) juu ya kuwaongoza wanafunzi (orientation scolaire). Lakini shule zote hazina ma options yote. Ndiyo maana wameacha kila mtu achague nini asome". Tena kwa kushindwa kubadirisha masomo mwanafunzi amekosa option inayomfaa. "Tangu somo la kwanza wamejua kuwa wamesoma pedagojia sababu ni ile option tunayo" ame-

sema mwalimu mmoja wa Orphelinat ya Mangobo. Wanafunzi wamechagua options mbalimbali (littéraires, pédagogie, biologie chimie, math physique, commerciales) kwa kuwa mwanasheria (juriste), mganga, mwanauchumi (économiste), mtaalamu wa siasa (politologue) na vivi hivi. Wengi kati yao wamekosa kazi. Upande mwingine masomo ya kazi ya mikono kama vile kilimo, usermala (menuiserie), vétérinaire, kushona, kazi ya umeme (électricité), ujenzi (maçonnerie) imepuuziwa (négligés). Ujenzi mwingi leo (boom immobilier) na kazi za kutengeneza njia zimeonyesha kuwa masomo ya mikono ni madogo.

Christian Uzilo

# Biteyelo bizangi balakisi basengeli

Balakisi baye basengeli kotangisa bazali mingi té o biteyelo bya ntei (secondaire), mpe mingi baye batanga o université to bayekoli baye bayekola kotangisa té nde bakitani bango. Yango emononi na Lolenge la kolakisa. Biteyelo bisusu bilengeli mateya ya kobongisa mosala ya balakisi ba bango kasi bizali bya botangi.

ntei (secondaire) nde basilisaki kelasi mobu moleki o eteyelo ya likolo ya balakisi to Institut supérieur pédagogique (ISP) nzokande biteyelo bya ntei o engumba eleki mokama. Mateya mpo ya kokoma molakisi esepelisi bayekoli mingi té, mateya ya informatique de gestion ezui bayekoli nkama misato (300) koleka auditoire mosusu ntuku minei (40).

Lokola balakisi baye basengeli bazali moke, biteyelo biike bikomi koluka kozua ba juriste, ba philosophe, ba sociologue, ba économiste mpe bongo na bongo. A.A. ayekola philosophie, tala eleki mibu mibale azali kolakisa histoire, géographie, musique na mpe informatique na eteyelo ya secondaire privé mpe eyebani na leta té awa na engumba ya biso. Mateya ya philosophie na esthétique maye asengelaki alakisa mapesami na moninga wa ye wa français oyo aumeli moke koleka ye, elobi A.A.

Ladislas Kitsumirwa, préfet ya complexe scolaire la Félicité aluki kozua balakisi bayekola mosala ya kotangisa na ISP kasi azali se na moko likolo ya zomi na motoba mpo na section misato azali na yango. Mpo na professeur Patrik Wenda, ata ko batangaki kelasi ya solo, bakoki na mosala ya kolakisa té.

Oyo asengeli na mosala mona bobele oyo ayekoli lolenge mpe nzebi ya kolakisa o eteyelo ya ISP to université. Mingi kati na bango bakomi balakisi mpo ya kolekisa ngonga yambo 'te bazua esika ya malamu to mpe mpo ya kobakisa mosolo likolo lya moke oyo bazui ešika esusu. Boko ba préfet baye batangi pedagogie té baboyaka balakisi balongobani noki nsima ya boleki ba inspecteur o biteyelo basala 'te baye balongobani bakitana bango mpo ya bokembisi mateya. Ba étudiants bango bakotangisaka mpo ya kobakisa mosolo libota etindaka

Mayele ma bayekoli makiti

Mpo na inspecteur Alphonso Bahai, likambo ya balakisi balongobani té lizali mingi na nzinga nzinga ya engumba mpamba té ba D6 (diplômé d'Etat) nde bazali kotangisa kuna. Engumba mpe ezuami na nkwokoso ena, elobi Pr Patrick Wenda oyo ayekolaki likambo liye o mobu 2003. Kin'o lelo balakisi bazali na mikakatano mpo ya bolengeli mateya lolenge esengeli (fiche de préparation, journal, cahier de prévision...) oyo esengelaki kosalema elongo na bana, bango bazali

🟲aka balakisi tuku mitano ya biteyelo bya 🏻 kotanga mpe bana bazali kokoma ; mpe abakisi 'te bakomi baninga ya bana kelasi. Basusu makanisi ezali se na lifuta ya prime, elobi ye chef de travaux Augustin Mukiekie, kalaka o département ya pédagogie o Unikis.

Mpo na inspecteur provincial principal bozangi balakisi balongobani ezali kokitisa mayele ma bayekoli. Molakisi wa français ayebisi boye ntango azalaki kopesa eteni ya yambo ya mimekano mya mbulamatari : "Mingi kati na bango bayebi verbe avoir na être té,...bazali kotanga mpe kokoma na matata."

Mateya mpo na balakisi

Eleki mbula zomi, bakonzi bakamataki mitindi mya kosangisa esika moko balakisi bakopesa mateya ma lolenge moko. Kuna baye bazali na nzebi mingi bakosunga baninga ba bango. Sylvain Asani Préfet wa institut Bosembo akosalelaka mayele maye asepeli mingi na bilembo bayekoli ba ye bazwaka o mimekano. Bilembo bizalaki 45 % na 2009 emataki na 75 % na 2011 mpe lisusu balakisi baye bazalaki na bilembo ya botangisi na nse, bazwaki na mbula ena "Très bon". Eteyelo ya ye ezali na balakisi 18 kati na bango 8 balongobani té. "Ata ko nakendeke mbala na mbala na mposo kotala ndenge bazali kolakisa, ngai moko napesaka bango ndakisa ya kotangisi. Wana balakisi basusu bavandi nsima mpo ya kolanda", elobi Sylvain Asani oyo abakisi 'te banso bapesaka makanisi ma bango mpo ya kolengele malamu liteya ya mbala ya nsima. Mokanda atindaki na mokambi (coordinateur) wa biteyelo ya armée du salut mwa 28/01/, mateya ma ndakisa 9 masilaki kopesama o eteyelo

"Nsima ya mateya mana, nakambaka makita mpo ya kolakisa bango lolenge la kobongisa mikanda mya bango", elobi Bernard Avochi, conseiller o coordination catholique. O complexe scolaire la Félicité, balakisi besaka liteya moko basanganka mbala moko nsima ya mposo motoba mpe bakosungaka molakisi songolo oyo azali na mikakatano.

Kasi, boko bakambi ba biteyelo bamipesi naino té na likambo liye. Yango wana O libandela ya kelasi, Bernard Avochi abongisaka mateya mpo ya kolakisa na bakambi ba biteyelo lotomo la bango zambi mingi kati na bango bamipesi mingi na koluka mbongo o esika ya kobongisa mateya. Abakisi n bolobaka boye : "Mpo na kozala préfet,

esengeli ozala moto atangisaki mbula misato bo professeur na bozwaka bilembo bya "très bon » zambi ye nde asengeli kokamba malamu balakisi o nzela ya mateya"

Trésor Boyongo

# MONGONGOO

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO journal\_mungongo\_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél: +243(0) 81 200 63 99

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Tél: +243 (0) 99 808 78 81

Equipe rédactionnelle :

Hortense Basea, Trésor Boyongo, Pépé Mikwa, Armand Makanisi, Natacha Kongolo, Trésor Mokiango, John Lina, Armand Kitoko, Ernest Mukuli

Correspondants en province :

**Isangi:** Joseph Bassay **Ubundu:** Fidèle Utula **Opala:** Aimé Césaire Efanga **Isiro:** Richard Tandro

Bunia: Serge César Ndahora, Anualite Unyuthi,

Jean Muhemedi

**Lubutu :** Jean-Luc Lifaefi, Chérif Djaludi

**Traduction** 

**Lingala:** Pierre Komba **Swahili:** Jean Fundi **Dessin:** Roger Bamungu Distribution et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél: +243(0) 85 338 93 25

Commercial: Gertrude Nabiata

Tél: +243(0)85 338 06 84

Supervision et formation :

Syfia international contact@syfia.info **Tél:** 33 (0)4 67 52 79 34

**Abonnement annuel:** (24 numéros) 30 \$. **Abonnement de soutien :** 50 \$ minimum.

**Points de vente :** Bibliothèque centrale Unikis (Faculté de psychologie), Gradi-Jeunes, Alimentation Bana Bitungu, La poste, Studio Hexagone, Parc de prince/Rez-de-chaussée Congo Palace, Pharmacie NEEMA, Congo en Images, Pharmacie Caritas.